



## CTSD mercredi 2 septembre 2020

Monsieur le DASEN,  
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Quelle drôle de rentrée ! Après une année scolaire 2019-2020 perturbée par la crise sanitaire, le retour à l'école se fait à nouveau masqué et rythmé par un protocole sanitaire indispensable mais difficile à appliquer partout. L'impossibilité pour nos collègues considérés « à risque » de bénéficier d'ASA est incompréhensible, c'est pourquoi l'Unsa Education demande au ministère de revoir sa copie sur le sujet. L'UNSA Fonction publique a argumenté de nouveau pour que le jour de carence soit suspendu. Les agents les plus vulnérables doivent pouvoir être placés en ASA pour éviter des congés de maladie sans être malade, sans autre alternative.

Concernant le climat de cette rentrée scolaire, nos collègues nous disent, à travers un sondage national, qu'ils abordent cette rentrée stressés, avec un sentiment d'insécurité mais restent motivés ! Globalement, les personnels sont plutôt pessimistes (55 %). Parmi les objets d'inquiétude, la question sanitaire et sa gestion restent une préoccupation prégnante. 85 % estiment par exemple que le ministère, en cas de seconde phase épidémique, n'est pas prêt. La crise sanitaire a également mis en évidence des besoins auxquels l'institution n'a pas répondu (équipement matériel entre autres) ou pour lesquels les personnels estiment que l'institution ne saura répondre : la cohérence des consignes hiérarchiques est un besoin qui fait suite aux consignes tardives et parfois contradictoires qui ont rythmé la fin d'année scolaire dernière. Nos collègues ne supporteront pas une deuxième année scolaire aussi chaotique que celle qui vient de s'achever avec des consignes contradictoires et une communication erratique envers les personnels.

La rentrée se fait aussi sous tension dans de nombreux établissements : effectifs chargés par endroit, manque d'enseignant dans d'autres. Nous sommes très inquiets en particulier concernant les postes en ASH : les brigades sont déjà « réquisitionnées » sur les postes restés vacants et nous craignons que les collègues en formation CAPPEI ne puissent être remplacés. Nous savons votre attachement à l'enseignement spécialisé et il doit être préservé car il concerne les élèves les plus fragiles ! Il semble également qu'il ne reste quasiment aucun brigadier disponible ce qui est très alarmant pour une rentrée scolaire. Pouvez-vous, M. le DASEN, nous dire où en

est la balance académique des postes ? Au-delà de ce qui a déjà été fait, l'ouverture de la liste complémentaire pour pallier le manque d'enseignants dans notre département est-elle envisagée ? Cela nous paraît indispensable car les conditions de remplacement sont déjà extrêmement limitées.

Pour finir, au cours de sa conférence de presse de rentrée, le Ministre a annoncé l'octroi d'une prime de 450€ pour les directrices et directeurs d'école pour la gestion de crise. Quels directeurs cela concerne-t-il ? tous ? ceux ayant exercé l'an passé ? Si ce geste doit être salué, il ne faudrait pas que cela soit pour solde de tout compte ! Une simple prime ne suffira pas à satisfaire nos collègues. Ce n'est pas seulement d'argent dont ils ont besoin mais bien de réelles avancées sur le métier de directeur et sur les conditions d'exercice. C'est pour cette raison que le SE-Unsa a déposé une alerte sociale nationale et nous comptons bien obtenir des avancées sur ce sujet.